

# France Télécom : une expérience exemplaire



CLAUDE CANDILLE

Domage que, hier après-midi, Alain Paulien, secrétaire de la section cadres des Bouches-du-Rhône de France Télécom et de ses filiales, ne soit pas intervenu. Il aurait pu raconter comment l'opérateur public qui l'emploie a tenté cet automne de transformer ses cadres en Vrp de la privatisation ; comment l'Union fédérale des cadres-Ptt, s'appuyant sur son activité revendicative quotidienne, est intervenue pour que cela cesse.

L'histoire remonte à l'été 2003, au moment où l'Etat décide d'accélérer le processus de transformation de France Télécom par la présentation au Parlement d'une loi modifiant le statut de l'entreprise et de ses salariés. Inquiète sans doute des remous qu'une

telle opération risque de susciter auprès des personnels, la direction ne trouve alors rien de mieux à faire que de demander à ses cadres de se charger de défendre le projet. « Une bien étrange façon d'user de leurs compétences et de peser sur les décisions que pourront prendre les élus au Palais-Bourbon ! » commente Alain Paulien. Mais, dans les Bouches-du-Rhône, l'affaire tourne au scandale. Ici, le Syndicat des cadres Cgt de France Télécom a le vent en poupe. En deux ans, il a fait trente nouvelles adhésions. Parmi ses nouveaux syndiqués, un cadre supérieur de la communication l'a même rejoint. La mobilisation contre le changement de statut s'organise donc très vite, et sur deux fronts : contre le projet gouvernemental, bien sûr. Mais aussi contre la façon de procéder de la direction. Les uns après les autres, les tracts de l'organisation affirment « le droit des cadres de refuser de mettre

en œuvre des consignes contraires à la déontologie professionnelle et/ou l'éthique ou portant atteinte à la dignité des personnes », revendiquent « le droit de neutralité » que confère le statut de fonctionnaires par rapport aux projets politiques. « Les cadres de France Télécom ne seront pas les propagandistes d'un projet de loi qui travaille contre les salariés », explique l'Ufc-Ptt. Partout où ils le peuvent, ses militants mènent bataille. A tel point que la directrice régionale de France Télécom s'inquiète de la bonne tenue d'une réunion à laquelle doivent participer trois cent cinquante cadres dirigeants et propose au syndicat une rencontre avec le numéro deux du groupe. Et que, quelques jours plus tard, la direction de France Télécom arrêtera de demander à ses cadres de faire la publicité d'un projet politique qui n'est pas le leur. Une expérience exemplaire.

M.H.